



Rapport

Dossier de mise à enquête public



FICHE SIGNALÉTIQUE

CLIENT

Raison sociale	Syndicat des 3 rivières
Coordonnées	Château de la Lombardière 07430 DAVEZIEUX
Contact	Tel : 04.75.67.66.75

SITE D'INTERVENTION

Raison sociale	Commune de Véranne
Coordonnées	Le Bourg 42520 Véranne
Famille d'activité	/
Domaine	/

DOCUMENT

Destinataires	Syndicat des 3 rivières
Date de remise	10/04/2018
Nombre d'exemplaire remis	1
Pièces jointes	/
Responsable Commercial	Damien CAMUZET

N° Rapport/Devis	Rapport Phase 1
------------------	-----------------

Révision	2
----------	---

	Nom	Fonction	Date	Signature
Rédaction	Julien DESCOURS	Chargé d'études	10/04/2018	
Vérification	Damien CAMUZET	Chargé d'affaires	10/04/2018	

1	Préambule	4
1.1	Objet du Dossier de Mise à Enquête Publique	4
1.2	Cadre Réglementaire et Juridique	5
1.2.1	Introduction	5
1.3	Cadre Réglementaire	6
2	Données Générales	8
2.1	Contexte physique	8
2.1.1	Situation géographique	8
2.2	Contexte Humain	9
2.2.1	Evolution de la population de 1968 à 2013	9
2.2.2	Prévisions d'urbanisation	9
3	Diagnostic de l'Assainissement Collectif existant.....	10
3.1	Normes et réglementations.....	10
3.2	Situation actuelle de l'Assainissement Collectif	11
4	Diagnostic de l'Assainissement Autonome	12
4.1	Normes et réglementations.....	12
4.2	Etat des lieux des dispositifs	15
5	Zonage d'assainissement eaux usées	16
6	Annexe 1 : Carte de zonage d'assainissement	20

1 Préambule

Le Syndicat des 3 Rivières a confié à la société IRH Ingénieur Conseil la réalisation des diagnostics et schémas généraux d'assainissement collectif des communes de Bessey, Lupé, Mallevall, Roisey, Saint Pierre de Bœuf et Véranne.

Le présent rapport concerne uniquement la commune de Véranne.

1.1 Objet du Dossier de Mise à Enquête Publique

Dans un souci du respect de l'environnement et de la réglementation, la commune de Véranne a lancé en 2015 une réflexion globale sur les possibilités d'assainissement sur son territoire. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 qui confie aux communes (article 35-III) le soin de délimiter, après enquête publique

- Les **zones d'assainissement collectif** où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation des eaux usées collectées,
- Les **zones relevant de l'assainissement non collectif** où elles sont tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien,

Il est important de rappeler que :

- **la carte de zonage n'est pas un document « figé »** et pourra être modifiée au cours du temps si la commune le souhaite (nouvelle enquête publique),
- **ce zonage n'est pas un document d'urbanisme.** Le zonage collectif ne rend pas les terrains constructibles : la constructibilité dépend de plusieurs paramètres tels que le paysage, l'environnement, l'agriculture, la continuité de l'urbanisation et la volonté politique de développement local.

Avec la compétence du maître d'ouvrage, du comité de pilotage de la commune et dans le cadre de la révision du zonage d'assainissement ainsi que du Plan Local d'Urbanisme (PLU) nous présentons dans ce dossier sa mise en conformité comme pièce annexe au nouveau PLU. Cette révision du PLU s'effectue essentiellement dans le cadre de l'extension des sites suivant :

- | | |
|---|------------------------|
| - Secteur n°1 « Les Terrasses du jeu de boules » | --> 19 à 21 logements, |
| - Secteur n°2 « Les Terrasses du Drevet » | --> 16 à 19 logements, |
| - Secteur n°3 « Les Clos de Veranne » | --> 9 à 11 logements, |
| - Secteur n°4 « Quartier de l'école » | --> 6 à 10 logements, |
| - Secteur n°5 « Zone d'activité économique des Camiers ». | |

Ce dossier d'enquête est constitué :

- de la présente notice justifiant le zonage d'assainissement « eaux usées »,
- de la carte de zonage d'assainissement,

Le présent dossier d'enquête publique a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la commune de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision finale.

1.2 Cadre Réglementaire et Juridique

1.2.1 Introduction

La mise en place d'un zonage d'assainissement se réfère à une réglementation très dense. Dans le cadre de la lutte contre la pollution, trois textes fondamentaux peuvent s'appliquer au cas de la commune de Verranne :

- **La loi n°64-1245 du 16 décembre 1964** dont les décrets d'application ont été pris et dont certains articles sont en vigueur, notamment ceux relatifs aux Agences de l'Eau,
- **La loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau** qui abroge de nombreux textes. Ces abrogations sont souvent subordonnées à la publication de décrets,
- **La loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006** sur l'eau et milieux aquatiques.

De nombreux textes doivent être également consultés qui relèvent tout aussi bien de la police et de la gestion des eaux que de la réglementation générale de la construction (permis de construire) ou de la santé publique (salubrité publique). On doit aussi y ajouter le droit communautaire et les conventions internationales.

Cette multiplicité des textes entraîne une diversité d'organismes intéressés et de services de contrôle. A ce titre, les préfets et les maires, détenteurs de pouvoirs généraux de police, jouent un rôle pratique déterminant.

Enfin, au-delà de ces mesures et des sanctions pénales qui peuvent frapper, les « pollueurs » de l'eau engagent leur responsabilité civile et peuvent être condamnés notamment à des dommages et intérêts envers les personnes lésées par la pollution.

1.3 Cadre Réglementaire

Les *principaux textes généraux* applicables dans le domaine de l'assainissement sont les suivants :

- Directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux usées résiduaires urbaines ;
- Loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992 (complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et milieux aquatiques) donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif :
 - L'article 35-I de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-1 du code des communes repris par l'article L.2224-8 du code général des collectivités territoriales et précises :
« Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif, notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif. »
 - L'article 35-III de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-3 du code des communes, repris par l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales ;
 - L'article 36 de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.1331 du code de la santé publique et dispose désormais :
« Les immeubles non raccordés doivent être dotés d'un assainissement autonome dont les installations seront maintenues en bon état de fonctionnement. Cette obligation ne s'applique pas aux immeubles abandonnés, ni aux immeubles qui, en application de la réglementation, doivent être démolis ou doivent cesser d'être utilisés. »
- Code des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10 qui reprennent les articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du Code des communes modifiés par l'article 35-III de la Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et le décret n°2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;
- Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1331-1 et suivants;
- Code de l'urbanisme, notamment son article R.123-11 régissant l'enquête publique du zonage d'assainissement ;
- Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.111-4 et R.111 3 ;

Concernant spécifiquement l'assainissement collectif :

- Décret n°2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la partie réglementaire du code de l'environnement constitue le décret d'application prévu à l'article 35-I de la Loi sur l'Eau stipule :
« Art.2 : Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un réseau de collecte ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif. »

- Circulaire n°94-96 du 13 septembre 1994 relative à l'assainissement des eaux usées urbaines.
- Arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;
- Circulaire du 12 mai 1995 relative à l'assainissement des eaux usées urbaines.
- Arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions techniques minimales relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées,
- Circulaire n°97-31 du 17 février 1997 relative à l'assainissement collectif des communes, ouvrages de capacité inférieure à 120 kg DBO5/j (2 000 EH)

Concernant spécifiquement l'assainissement autonome :

- Deux arrêtés du 6 mai 1996 complétés par l'arrêté du 24 décembre 2003 relatifs aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et aux modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif définissent de manière complète et cohérente :
 - Les obligations des particuliers au regard des articles 35 et suivant de la Loi sur l'Eau, des articles L.1331-1 et suivants du code de la santé publique et de l'article R.111-3 du code de la construction et de l'habitation ;
 - Les obligations des communes pour la mise en œuvre du contrôle technique de ces installations.
- Circulaire n°97-49 du 22 mai 1997 explicitant les conditions de mise œuvre des dispositions des arrêtés du 6 Mai 1996 précité.
- Norme AFNOR XP P 16-603 référence DTU 64.1 de mars 2007 (non réglementaire) explicitant les conditions de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome.
- Depuis, les arrêtés du 7 septembre 2009 ont abrogés ceux du 6 mai 1996. L'arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux "modalités d'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif" ayant lui-même été abrogé par l'arrêté du 27 avril 2012. Ce dernier précise la conformité des installations en fonction des situations rencontrée ainsi que les délais de réhabilitation des installations.
- La loi n° 2010 – 788 du 12 juillet 2010 modifie l'arrêté L1331-11-1 du code de santé publique en imposant, lors de la vente d'un bien immobilier non raccordé au réseau d'assainissement collectif, la réalisation d'un contrôle de bon fonctionnement de l'assainissement non collectif. Ce diagnostic doit être transmis par le propriétaire à l'acquéreur et doit avoir moins de 3 ans (durée de validité du contrôle). Si la durée de validité est dépassée, un nouveau diagnostic d'assainissement non collectif doit être sollicité auprès du SPANC. En cas de non-conformité de l'installation, le nouveau propriétaire dispose d'un délai d'un an pour mettre en conformité son dispositif.

2 Données Générales

2.1 Contexte physique

2.1.1 Situation géographique

La commune de Véranne se trouve dans le département de la Loire. Elle est située à 25 km au Nord d'Annonay et 25 km au Sud-Ouest de Vienne.

D'un point de vue topographique, l'altitude varie entre 418 m à l'extrême Est de la commune jusqu'à 1391 m au Crêt de Boote, au Nord-ouest de la commune.

Le réseau hydrographique de la commune est constitué par :

- Le ruisseau du Ternay se situe à l'ouest de la commune. Il prend sa source à hauteur du col du Gratteau.
- Le ruisseau du Fayon, qui lors de sa convergence avec le ruisseau de Plode, se nomme le Fayen. Ce ruisseau est un affluent de La Limony qui se jette dans le Rhône.
- Le ruisseau du Mouchet est un affluent du Batalon.

Une station de prélèvement est située à proximité de la zone d'études, à Saint Jacques d'Atticieux sur le ruisseau le Limony (en aval du Fayon^o). La qualité physico-chimique du ruisseau est qualifiée de bonne.

2.2 Contexte Humain

2.2.1 Evolution de la population de 1968 à 2013

Le tableau ci-dessous présente l'évolution démographique de la commune de Véranne depuis 1968 :

	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2011
Population (nb hab)	478	429	452	506	582	770	826
Densité (nb hab / km²)	29,9	26,9	28,3	31,7	36,5	48,2	51,6
Variation annuelle de la population		-1,5%	+0,8%	+1,5%	+1,7%	+2,6%	+ 3,4

La population de Véranne a fortement augmenté entre 1968 et 2011 : elle a augmenté de 61 % en 40 ans. Depuis 1982, la population n'a pas cessé d'augmenter avec en moyenne + 12,3 habitants par an durant 32 années.

2.2.2 Prévisions d'urbanisation

Selon les rapports de l'INSEE :

La répartition de l'habitat sur la commune de Véranne en 2009 se présente de la façon suivante :

	Résidences principales	Logements secondaires et occasionnels	Logements vacants	Ensemble
2009	325	72	27	424

La commune de Véranne est donc composée majoritairement de résidences principales (77 % du parc logement de la commune). **Le nombre moyen d'habitants par résidence principale est d'environ 2,4** ce qui traduit la part importante des familles (couples avec 1 ou 2 enfants).

L'objectif pour 2025 est une croissance moyenne de 0,7 % par an, soit une centaine de résidents supplémentaires, ce qui portera la population à environ 920 habitants. Cette évolution nécessite, sur une base de 2,3 personnes par logement, la construction d'environ 45 logements.

Au total, le plan local d'urbanisme doit donc permettre la réalisation d'environ 65 logements d'ici 2025.

En 2017, les objectifs de développement du SCOT retenus est d'atteindre à l'échéance 2030 un potentiel de 127 à 139 logements supplémentaires.

3 Diagnostic de l'Assainissement Collectif existant

3.1 Normes et réglementations

Loi sur l'Eau du 03/01/92, arrêté du 21 juin 1996 et circulaire du 17 février 1997.

Loi sur l'eau du 30/12/06, arrêté du 22 juin 2007.

L'arrêté du 22 juin 2007 et la circulaire du 17 février 1997, fixent les prescriptions techniques relatives aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées des petites collectivités (production journalière inférieure à 120 kg de DBO₅, soit près de 2 000 Equivalent-Habitants).

Concernant les branchements :

L'article 36 de la Loi sur l'Eau a renforcé les moyens d'intervention des communes à l'égard des usagers. Elles peuvent percevoir une somme équivalente à la **redevance assainissement** sur les particuliers raccordables et non raccordés, entre la mise en service de l'égout et leur raccordement effectif (L.35.5 du code de la santé publique). Les agents communaux d'assainissement ont accès aux propriétés privées pour s'assurer de la réalisation des **branchements obligatoire dans un délai de deux ans**, et le cas échéant pour les réaliser d'office et aux frais des particuliers (L.35.1 du code de la santé publique).

Concernant la collecte :

Le réseau doit être conçu de manière à éviter les fuites d'effluents et les apports d'eaux claires parasites. Les déversoirs d'orage éventuels équipant le réseau ou situés en tête de station d'épuration ne doivent pas déverser par temps sec.

Par temps de pluie, des mesures doivent être prises pour limiter les rejets de pollution au milieu naturel. Celles-ci seront adaptées à la qualité requise par les usagers des eaux réceptrices.

Concernant le traitement :

Les ouvrages de traitement relevant de l'assainissement inférieur à 120 kg de DBO₅ par jour doivent assurer « un traitement approprié permettant de respecter les objectifs de qualité du milieu récepteur ». Les objectifs de rejets sont estimés en fonction des concentrations en polluants acceptables par le cours d'eau à l'amont et à l'aval du rejet. Le niveau de traitement peut être ensuite défini selon de simples règles de dilution. Seuls les ouvrages de capacité inférieure à 12 kg/j de DBO₅ ne sont pas soumis à déclaration.

3.2 Situation actuelle de l'Assainissement Collectif

Le réseau d'assainissement d'eaux usées de la commune de Véranne se compose des éléments suivants :

Réseaux :

	Réseaux séparatifs eaux usées (ml)	Réseaux séparatifs eaux pluviales (ml)	Réseaux Unitaire (ml)	Total (ml)
Le Bourg	0 (0%)	229 (5,98%)	3 603 (94,02%)	3 832 (59,13%)
Nurieux	0 (0%)	0 (0%)	547 (100%)	547 (8,44%)
Loye	0 (0%)	12 (2,41%)	485 (97,59%)	497 (7,67%)
Le Buisson	0 (0%)	63 (3,93%)	1 541 (96,07%)	1 604 (24,75%)
TOTAL	0 (0%)	305 (4,71%)	6 176 (95,29%)	6 481 (100%)

Station d'épuration :

La commune de Véranne est dotée de 3 stations d'épuration :

	Station du Bourg	Station de Nurieux	Station de Loye
Type épuration	Lagunage 3 bassins	Filtre à sable	Filtre planté de roseaux
Année de mise en service	1980	1995	2011
Milieu récepteur	Talweg	Ruisseau de Plode	La Fayon
Km réseau raccordé	3 832 m	644	496
Capacité	360 EH – 21,6 kg de DBO ₅ /j	80 EH – 4,8 kg de DBO ₅ /j	90 EH – 5,4 kg de DBO ₅ /j
Débit nominal de temps sec	60 m ³ /j	12 m ³ /j	13,5 m ³ /j
Débit ECPP	0,45* m ³ /h	0,4* m ³ /h	0,2* m ³ /h
Commentaires	Capacités nominales respectées (11 e t18 kg/j de DBO ₅ sur les deux derniers bilans). Surcharge hydraulique à 120 % pour le bilan de 2016. Pas de surcharge en 2014. Rendements d'élimination moyens. Remplacement prévu à moyen terme.	Mauvais fonctionnement, colmatage du filtre engendrant un débordement en entrée de l'ouvrage. Une mission de MOE est en cours pour le changement de la station	La station est récente et les résultats en sortie de station sont excellents.

Poste de refoulement :

Aucun poste de relevage n'est présent sur la commune.

Abonnés en eau potable

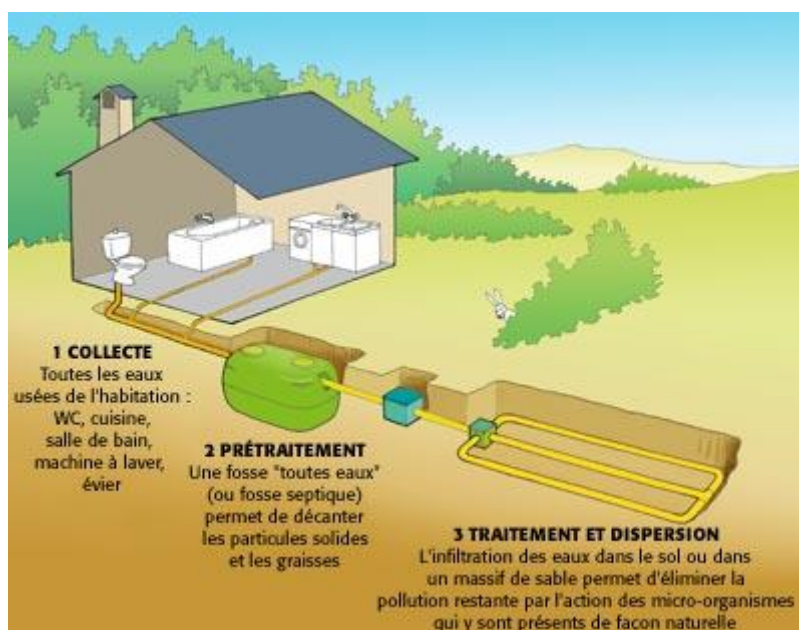
	Nb abonnés Eau Potable 2015
Abonnées eau potable	440
Raccordé	258
ANC	182

4 Diagnostic de l'Assainissement Autonome

4.1 Normes et réglementations

Loi sur l'eau du 03/01/92, arrêté du 6 mai 1996 et du 7 septembre 2009, normes AFNOR DTU 64.1 d'août 1998.

Chaque **assainissement autonome** doit comporter une fosse toutes eaux pour le **prétraitement** des eaux usées (eaux vannes et eaux ménagères) suivie d'un dispositif de **traitement** des effluents prétraités par épandage souterrain (direct dans le sol) ou sol reconstitué (tertre filtrant ou filtre à sable drainé) puis d'un dispositif de **dispersion** des effluents épurés.



Pré-traitement :

Actuellement, les normes AFNOR préconisent l'utilisation obligatoire **d'une fosse toutes eaux d'un minimum de 3 000 litres pour les habitations ayant jusqu'à 5 pièces principales**, plus 1 000 litres par pièce supplémentaire.

D'après l'arrêté du 7 septembre 2009, le volume utile des fosses septiques réservées aux seules eaux-vannes doit être au moins égal à la moitié des volumes minimaux retenus pour les fosses toutes eaux, soit 1 500 litres minimum jusqu'à 5 pièces principales, plus 500 litres par pièce supplémentaire. Dans ce cas, la fosse septique existante pourra être conservée si elle est couplée avec un bac dégraisseur correctement dimensionné (200 l pour recevoir les eaux de cuisine ou eaux de salle de bain seules, 500 l pour recevoir toutes les eaux ménagères. Source : DTU 64-1 d'août 1998).

Traitement des eaux usées :

Le type d'épandage à mettre en place dépend des contraintes du sol en place : perméabilité, présence de roches et/ou eaux souterraines à faible profondeur et pente. Une étude à la parcelle est donc nécessaire.

Les normes AFNOR indiquent la mise en place d'un épandage :

- **sur sol en place** (lit d'épandage à faible profondeur environ 0,7m) sur une longueur de drain de 45 mètres linéaires minimum pour une habitation comportant 3 chambres (soit 5 pièces principales) sous réserve de conditions pédologiques favorables (à voir suivant le tableau indiqué dans le DTU),
- **sur massif reconstitué** (tertre filtrant, filtre à sable...), sur une surface de 25 m² pour une habitation de 5 pièces principales avec des rejets superficiels ou dans le sol en place dans le cas de conditions pédologiques moins favorables,
- à une distance minimale de 35 m par rapport à un puits ou tout captage d'eau potable,
- à une distance d'environ 5 m par rapport à l'habitation,
- à une distance de 3 m par rapport à toute clôture de voisinage et de tout arbre.

Depuis les arrêtés du 07 septembre 2009, les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les ministères en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement ; on distingue :

- les filtres compacts,
- les filtres plantés,
- les microstations à cultures libres,
- les microstations à cultures fixées,
- les microstations SBR.

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiés au Journal Officiel de la République Française par avis conjoint du ministre chargé de l'écologie et du ministre chargé de la santé. La liste des systèmes agréés est disponible par internet à l'adresse suivante : <http://www.assainissement-non-collectif.developpement-durable.gouv.fr>

Dispersion des eaux usées traitées :

- Les eaux usées traitées sont évacuées, selon les règles de l'art, par le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement, au niveau de la parcelle de l'immeuble, afin d'assurer la permanence de l'infiltration, si sa perméabilité est comprise entre 10 et 500 mm/h ;
- Les eaux usées traitées, pour les mêmes conditions de perméabilité, peuvent être réutilisées pour l'irrigation souterraine de végétaux, dans la parcelle, à l'exception de l'irrigation de végétaux utilisés pour la consommation humaine, et sous réserve d'une absence de stagnation en surface ou de ruissellement des eaux usées traitées.
- Dans le cas où le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement ne respecte pas les critères définies ci-dessus, les eaux usées traitées sont drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, s'il est démontré, par une étude particulière à la charge du pétitionnaire,

qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable. Cependant, ces rejets en milieu hydraulique superficiel ne sont autorisés qu'à titre exceptionnel (ils peuvent donc être refusés dans le cas d'une demande de permis de construire).

- Les rejets d'eaux usées domestiques, même traitées, sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde. En cas d'impossibilité de rejet soit par infiltration superficielle ou de rejet vers le milieu hydraulique superficiel suivant les modalités prévues par la réglementation en vigueur et mentionnées précédemment, les eaux usées traitées peuvent être évacuées par puits d'infiltration dans une couche sous-jacente, de perméabilité comprise entre 10 et 500 mm/h, dont les caractéristiques techniques et conditions de mise en œuvre sont précisées en annexe 1 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié.

En ce qui concerne l'**entretien** des systèmes d'assainissement autonome, la norme DTU 64.1 préconise :

- une vidange des bacs dégraisseurs au moins tous les 4 mois,
- une vidange des fosses au moins tous les 4 ans,
- une vérification régulière du fonctionnement du système.

Il est important de rappeler que le contrôle des installations d'assainissement autonome par la collectivité est une obligation.

En l'absence d'installation ou en cas de non-conformité, les travaux de mise en conformité et/ou d'entretien des systèmes d'assainissement autonome sont à la charge des particuliers. Néanmoins, la Communauté du Pilat Rhodanien en charge du SPANC peut, si elle le souhaite, assurer également les prestations facultatives suivantes :

- l'**entretien des installations,**
- **travaux de réalisation et de réhabilitation des installations,**
- **traitement des matières de vidange.**

Le fonctionnement optimal des assainissements autonomes sur l'ensemble de la commune et la diminution des nuisances actuelles ne sera donc possible que si :

- l'on **respecte le potentiel d'épuration de chaque sol**, en utilisant les cartes d'aptitude des sols à l'assainissement autonome,
- la création ou réhabilitation des assainissements autonomes est confiée à des **entreprises expertes,**
- le **contrôle et l'entretien** des installations sont effectués **régulièrement.**

4.2 Etat des lieux des dispositifs

D'après le rapport de synthèse de la « Communauté de Communes du Pilat Rhodanien », les conclusions sur la conformité des 173 installations autonomes existantes (à l'époque et maintenant), sont les suivantes :

Priorité de réhabilitation	Avis	Nombre d'installations concernées
A réhabiliter en urgence (P0)	Avis défavorable avec dispositif incomplet ou qui ne fonctionne pas	15 soit 8,7 %
A réhabiliter avant le prochain contrôle / ou 1 ans en cas de vente (P1)	Avis défavorable avec dispositif complet dans une zone à risque ou incomplet en habitat isolé	17 soit 9,8 %
Travaux importants de mise en conformité (sans délais pour les travaux ou 1 ans en cas de vente) (P2)	Avis défavorable avec dispositif complet dans une zone à risque ou incomplet en habitat isolé	28 soit 16,2 %
Installation ayant de petits travaux à réaliser (P3)	Avis favorable avec réserve	72 soit 41,6 %
Pas de réhabilitation nécessaire (P4)	Avis favorable	35 soit 20,2 %
Installation non contrôlé	Pas d'avis	6 soit 3,5 %

En conclusion, on remarque un taux de 34,7 % d'installations qui ne sont pas favorable. Il faudra donc prévoir une réhabilitation de ces installations ou raccorder directement les habitations au réseau existant de la commune de Veranne.

5 Zonage d'assainissement eaux usées

Annexe 1 : Carte de zonage d'assainissement

La carte de zonage d'assainissement délimite :

- Les zones d'assainissement collectif où le syndicat est tenu d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

Les zones relevant de l'assainissement non collectif où le syndicat est seulement tenu, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, s'il le décide, leur entretien.

Cinq secteurs de la commune font l'objet d'une Orientations d'aménagement et de Programmation :

- Secteur n°1 « Les Terrasses du jeu de boules » --> 19 à 21 logements,
- Secteur n°2 « Les Terrasses du Drevet » --> 16 à 19 logements,
- Secteur n°3 « Les Clos de Veranne » --> 9 à 11 logements,
- Secteur n°4 « Quartier de l'école » --> 6 à 10 logements,
- Secteur n°5 « Zone d'activité économique des Camiers ».


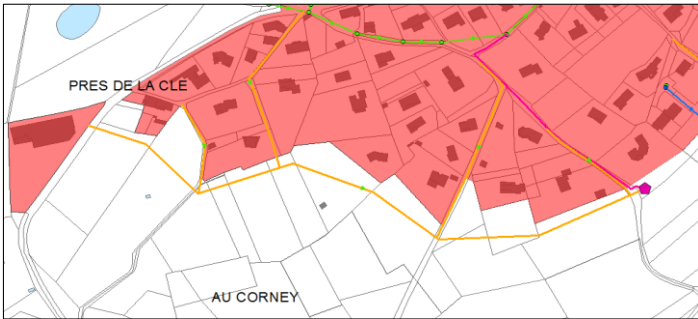
L'essentiel des nouvelles habitations va se faire sur le secteur de la station du Bourg qui sera repris à moyen terme pour accepter les nouvelles habitations. Les réseaux sont capacitaires pour accepter les nouvelles habitations.




Par contre, toutes les zones urbanisables ne sont pas raccordées au réseau d'assainissement collectif. Cela donne lieu à trois propositions de travaux :


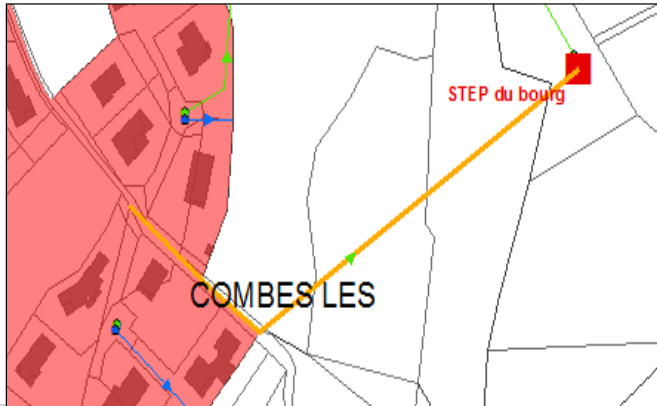
- Lieu-dit Au Corney,
- Lieu-dit Les Combes,
- Lieu-dit La Bichette.


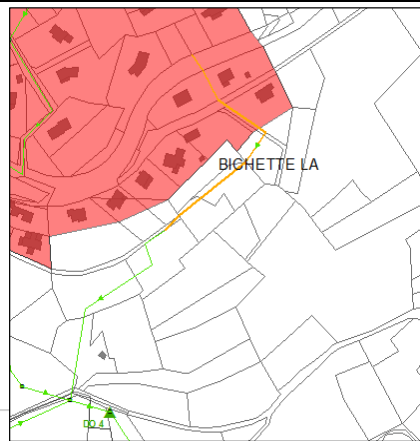
La commune n'a pas validé ces propositions de travaux. Les habitations concernées restent en zone d'assainissement non collectif.

Ces propositions sont conservées ci-dessous pour information.

		Diagnostic des réseaux d'assainissement Communauté de Communes du Syndicat 3 Rivières Fiches Actions - Proposition de travaux						Véranne	
Commune	S3R			Fiche action n°		1		Type de travaux	Raccordement du lieu-dit Au corney au réseau
Diagnostic de la situation actuelle				Description des travaux				Plan des travaux	
<p>Pour permettre le raccordement des habitations situés en Zone Urbanisable de ce secteur, il faut créer un réseau unitaire sur 1200 m amenant l'effluent gravitairement au poste de relevage. Celui-ci relèvera l'effluent jusqu'au réseau du Bourg.</p>				<p>La connexion du lieu-dit au corney au réseau communal consiste:</p> <ul style="list-style-type: none">- Création d'un réseau d'eau usée DN 200, (1200 m)- Création de branchements, (27)- Création d'une conduite de refoulement (240m)- Création d'un PR				Localisation:	Lieu-dit Au corney
									
	Caractéristique	Description	Plus value	Unité	Chiffrage	Quantité	Total		
Canalisation EU	200	Réfection de chaussée (voie secondaire ou voie communale)	25.00 €	ml	180 €	1200	246 000 €		
Travaux divers	Reprise de branchement particulier	Modification des branchements	-	unité	1 000 €	27	27 000 €		
Poste de refoulement	PR	50 à 100 EH	-	unité	17 000 €	1	17 000 €		
Création conduite de refoulement	Conduite DN 90/1110	Refoulement avec refecion de chaussée (voie secondaire)		ml	125 €	240	30 000 €		
Total	Total investissement public					--	320 000 €		
	Total investissement public avec Etudes diverses					15%	368 000 €		

 Création Réseau eaux usées
 Création Réseau Refoulement
 Création Poste de Relevage

		Diagnostic des réseaux d'assainissement Communauté de Communes du Syndicat 3 Rivières Fiches Actions - Proposition de travaux						Véranne	
Commune	S3R			Fiche action n°		2	Type de travaux	Raccordement lieu-dit Les Combes	
Diagnostic de la situation actuelle				Description des travaux				Plan des travaux	
Le raccordement du lieu-dit Les Combes à la STEP peut se faire gravitairement en créant 250 ml de réseau eaux usées.				Le raccordement du lieu-dit Les combes consiste: - Création d'un réseau EU (250ml), - Création de branchements (6).				Localisation:	Les Combes
									
	Caractéristique	Description	Plus value	Unité	Chiffrage	Quantité	Total		
Canalisation EU	DN200	Réfection de chaussée (voie secondaire ou voie communale)	25.00 €	ml	180 €	250	51 250 €		
Travaux divers	Création de branchement particulier	Raccordement de branchement	-	Unité	1 000 €	6	6 000 €		
Total	Total investissement public					--	57 250 €		
	Total investissement public avec Etudes diverses					15%	65 838 €		

		Diagnostic des réseaux d'assainissement Communauté de Communes du Syndicat 3 Rivières Fiches Actions - Proposition de travaux							Véranne	
Commune	S3R			Fiche action n°		2	Type de travaux	Raccordement lieu-dit La Bichette		
Diagnostic de la situation actuelle				Description des travaux				Plan des travaux		
Le raccordement du lieu-dit Les Combes à la STEP peut se faire gravitairement en créant 250 ml de réseau eaux usées.				Le raccordement du lieu-dit Les combes consiste: - Création d'un réseau EU (250ml), - Création de branchements (6).				Localisation:	La Bichette	
										
	Caractéristique	Description	Plus value	Unité	Chiffrage	Quantité	Total			
Canalisation EU	DN200	Réfection de chaussée (voie secondaire ou voie communale)	25.00 €	ml	180 €	210	43 050 €			
Travaux divers	Création de branchement particulier	Raccordement de branchement	-	Unité	1 000 €	6	6 000 €			
Total	Total investissement public					--	49 050 €			
	Total investissement public avec Etudes diverses					15%	56 408 €			

6 Annexe 1 : Carte de zonage d'assainissement



Acteur majeur dans les domaines de l'eau, l'air, les déchets et plus récemment l'énergie, IRH Ingénieur Conseil, société du Groupe IRH Environnement, développe depuis plus de 60 ans son savoir-faire en étude, ingénierie et maîtrise d'œuvre environnementale.

Près de 300 spécialistes, chimistes, hydrogéologues, hydrauliciens, automaticiens, agronomes, biologistes, génie-civilistes, répartis sur 18 sites en France, sont à la disposition de nos clients industriels et acteurs publics.

L'indépendance et l'engagement qualité d'IRH Ingénieur Conseil vous garantissent une impartialité et une fiabilité totale :



IRH Ingénieur Conseil est également agréé par le Ministère de l'Ecologie pour effectuer des prélèvements et analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère, et par le Ministère du Travail pour procéder au contrôle de l'aération et de l'assainissement des locaux de travail.

IRH Ingénieur Conseil

14-30 rue Alexandre Bât. C
92635 Gennevilliers Cedex
Tél. : +33 (0)1 46 88 99 00
Fax : +33 (0)1 46 88 99 11

www.groupeirhenvironnement.com

